

## Informations générales concernant le dépôt et la publicité des comptes annuels

(Tableau mis à jour suite à l'entrée en vigueur de la loi du 30 juillet 2013)

Forme juridique / Statut réglementaire	Conditions			Préparation eCDF obligatoire <sup>1</sup>	PCN <sup>(a)</sup>	Comptes annuels			
					Dépôt eRCS		Publicité <sup>(b)</sup>		
Etablissement public (sauf exceptions), Société civile, Professions libérales	-			-	-	-	-		
Fondation, Association sans but lucratif	-			-	-	Oui	Oui		
Association d'épargne pension (ASSEP)	-			-	-	Oui	-		
Association agricole	-			-	-	Oui	Oui		
SICAV, SICAF, SICAV-SE, SICAF-SE	-			-	-	Oui	Oui		
Société d'assurance mutuelle (ASSMUT)	-			-	-	Oui	Oui		
Sociétés d'épargne-pension à capital variable (SEPCAV)	-			-	-	Oui	-		
Société anonyme (SA), Société à responsabilité limitée (SARL), Société en commandite par actions (SECA), Société européenne (SE)	Entreprise soumise à la surveillance prudentielle de la CSSF à l'exception des PSF de support <sup>8</sup>			-	-	Oui	Oui		
	Société d'assurance ou réassurance <sup>8</sup>			-	-	Oui	Oui		
	PSF de support	Normes IFRS utilisées <sup>3</sup>		-	-	Oui	Oui		
		Normes IFRS non utilisées		Oui	Oui	Oui	Oui		
	Société de participation financière au sens de l'article 31 tel que précisé par l'avis CNC 1-1 (SPF)	Normes IFRS utilisées <sup>3</sup>		-	-	Oui	Oui		
		Normes IFRS non utilisées		Oui <sup>2</sup>	Oui	Oui	Oui		
	Autre	Normes IFRS utilisées <sup>3</sup>		-	-	Oui	Oui		
		Normes IFRS non utilisées		Oui	Oui	Oui	Oui		
Société Coopérative, Société Coopérative organisée comme une SA Société Coopérative Européenne	Entreprise soumise à la supervision surveillance prudentielle de la CSSF à l'exception des PSF de support <sup>8</sup>			-	-	Oui	Oui		
	Société d'assurance ou réassurance <sup>8</sup>			-	-	Oui	Oui		
	Autre	Normes IFRS utilisées <sup>3</sup>		-	-	Oui	Oui		
		Normes IFRS non utilisées		Oui	Oui	Oui	Oui		
Succursale luxembourgeoise d'une société de droit étranger	Comptes de la succursale	Etablissement de crédit visé par la directive 86/635/CEE		-	-	- <sup>(c)</sup>	- <sup>(c)</sup>		
		Société d'assurance ou de réassurance visée par la directive 91/674/CEE		-	-	Oui <sup>(d)</sup> (partiellement)	Oui <sup>(d)</sup> (partiellement)		
		Autre	Normes IFRS utilisées <sup>3</sup>		-	-	Oui	- <sup>4</sup>	
			Normes IFRS non utilisées		Oui	Oui	Oui	- <sup>4</sup>	
	Comptes de la société de droit étranger	Etablissement de crédit visé par la directive 86/635/CEE		-	-	Oui	Oui		
		Société d'assurance ou de réassurance visée par la directive 91/674/CEE		-	-	Oui	Oui		
		Autre	Comptes conformes aux directives 78/660/CEE et 83/349/CEE (2013/34/UE)		-	-	Oui	Oui <sup>4</sup>	
			Comptes non conformes aux directives 78/660/CEE et 83/349/CEE (2013/34/UE)		-	-	-	- <sup>4</sup>	
Commerçant personne physique, Succursale luxembourgeoise d'un commerçant personne physique établi à l'étranger	CAHT < 0,1M €			-	-	-	-		
	CAHT >= 0,1M €	Normes IFRS utilisées <sup>3</sup>		-	-	Oui	-		
		Normes IFRS non utilisées		Oui	Oui	Oui	-		
Société en nom collectif (SENC) ou Société en commandite simple (SECS)	CAHT < 0,1M €			-	-	-	-		
	CAHT >= 0,1M €	Entreprise visée à l'art. 77, 2ème al., points 2° et 3°, L.mod.19/12/2002 <sup>5</sup>	Entreprise soumise à la surveillance prudentielle de la CSSF (par ex.: SICAR-SECS)		-	-	Oui	Oui	
			Autre	Normes IFRS utilisées <sup>3</sup>		-	-	Oui	Oui
				Normes IFRS non utilisées		Oui	Oui	Oui	Oui
		Autre	Entreprise soumise à la surveillance prudentielle de la CSSF (par ex.: SICAR-SECS)		-	-	Oui	-	
			Autre	Normes IFRS utilisées <sup>3</sup>		-	-	Oui	-
				Normes IFRS non utilisées		Oui	Oui	Oui	-
Groupement (européen) d'intérêt économique (G(E)IE) ou succursale d'un GEIE	Normes IFRS utilisées			-	-	Oui	-		
	Normes IFRS non utilisées			Oui	Oui	Oui	-		
Société commerciale momentanée ou société commerciale en participation <sup>6</sup>	-			-	-	-	-		
Société en commandite spéciale	Information financière à des fins statistiques art. 76 L. mod. 19/12/2002 <sup>7</sup>			-	-	Oui	-		

A King  
27/9/2014



## Informations générales concernant le dépôt et la publicité des comptes annuels

(Tableau mis à jour suite à l'entrée en vigueur de la loi du 30 juillet 2013)

### 1 Préparation eCDF obligatoire

**NB:** S'il n'y a pas dépassement de 2 des 3 critères suivants au cours des 2 derniers exercices et que l'entreprise ne fait pas appel public à l'épargne sur un marché réglementé:

- Bilan < 4,4M € ; CAHT < 8,8M € ; Taille < 50 personnes : Un bilan abrégé est autorisé
- Bilan < 17,5M € ; CAHT < 35M € ; Taille < 250 personnes : Un compte de profits et pertes abrégé est autorisé

- (a) Le solde des comptes repris au Plan comptable normalisé (PCN) n'est déposé qu'à des fins administratives et n'est jamais accessible au public.
- (b) Pour les entreprises visées par l'obligation de publicité comptable, les comptes annuels sont accessibles au public dans les limites fixées par la loi conformément aux dispositions du chapitre IV du titre II L.19/12/2002 (p.ex.: dispense de publicité du compte de profits et pertes pour les petites entreprises visées à l'article 35 L.19/12/2002).
- (c) Les succursales d'établissements de crédit ayant leur siège dans l'U.E. ne sont pas tenues de publier des comptes annuels se rapportant à leur propre activité en application de l'article 113 (3) de la loi modifiée du 17 juin 1992. Il en va de même pour les succursales d'établissements de crédit ayant leur siège hors de l'U.E. Pour ces dernières, seuls sont déposés aux fins de publication les comptes de la société de droit étranger soit sans retraitement lorsque ceux-ci sont établis de façon équivalente (art. 114(2) L.mod.17/06/1992), soit après retraitement lorsque ceux-ci ne sont pas établis de façon équivalente (art.114 (3) L.mod.17/06/1992).
- (d) Bien que les succursales luxembourgeoises d'entreprises d'assurances ne soient pas tenues de publier des comptes annuels complets se rapportant à leur propre activité, celles-ci doivent néanmoins déposer aux fins de publication une annexe spéciale se rapportant à leur propre activité. Cette annexe contient l'information financière requise à l'article 127 point 4. de la loi modifiée du 8 décembre 1994.
- 2 Les formulaires "Société de Participation Financière - art. 31 L. 19/12/2002" peuvent être utilisés
- 3 En application de l'art. 75, al. 2, L.mod.19/12/2002, les entreprises établissant leurs comptes annuels suivant les normes IFRS (art.72bis) sont dispensées de l'obligation de déposer leur solde des comptes conforme au plan comptable normalisé (PCN) et sont exclues - par voie de conséquence - de la collecte structurée eCDF.
- 4 Lorsque les comptes de la société de droit étranger sont conformes au droit comptable européen, seuls ces comptes sont accessibles au public. Dans le cas inverse, les comptes de la succursale luxembourgeoise sont - par exception - accessibles au public.
- 5 En application de l'article 77, 2ème al., points 2° et 3°, les SENC et SECS dont tous les associés indéfiniment responsables sont organisés sous la forme de sociétés de capitaux sont assimilées - au regard du droit comptable - à des sociétés de capitaux (obligation de publicité comptable).
- 6 La société commerciale momentanée (anciennement "association momentanée") et la société commerciale en participation (anciennement "association en participation") ne constituent pas des entreprises au sens de l'article 8 C.Com. et ne sont par conséquent pas soumises - au sens du droit comptable - à tenue de comptabilité et établissement de comptes annuels. Les opérations de ces sociétés sont généralement intégrées au sein des comptes de leurs associés et/ou gérants.
- 7 Un Règlement grand-ducal détermine la procédure de dépôt, la forme et le contenu de l'information financière déposée par les sociétés en commandite spéciale. L'information est transmise par le registre de commerce et des sociétés (RCS) à l'Institut national de la statistique et des études économiques (STATEC).
- 8 L'article 13 al. 5 C.com. exclut du champ d'application du PCN et - par voie de conséquence - du dépôt structuré, les entreprises suivantes:
- \* les établissements de crédit (y inclus les succursales d'établissements de crédit)
  - \* les sociétés d'assurance et de réassurance (y inclus les succursales de sociétés d'assurance et de réassurance)
  - \* les entreprises du secteur financier soumises à la surveillance prudentielle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) (à l'exception des PSF de support).

### Lexique

CAHT	Chiffre d'affaires annuel hors TVA
CSSF	Commission de Surveillance du Secteur Financier
IFRS	Normes internationale d'information financière (" <i>International Financial Reporting Standards</i> ")
PCN	Plan Comptable Normalisé

4/2014  
17/2/2014